

LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984. 186 p.

Robert Comeau

Volume 39, Number 2, Fall 1985

Histoire de la famille

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304362ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304362ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Comeau, R. (1985). Review of [LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984. 186 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39(2), 289–292. <https://doi.org/10.7202/304362ar>

LÉVESQUE, Andrée, *Virage à gauche interdit. Les communistes, les socialistes et leurs ennemis au Québec 1929-1939*. Montréal, Boréal Express, 1984. 186 p.

Cet ouvrage d'Andrée Lévesque est pour l'essentiel une version améliorée de sa thèse de doctorat présentée en 1972 à l'Université Duke en anglais. L'auteure a réussi à rendre compte de façon très intéressante des activités de la gauche socialiste (CCF) et communiste (PCC), de la crise de 1929 au début de la Deuxième Guerre mondiale. Elle nous explique les difficultés d'implantation des organisations et des idéologies socialistes et communistes, à la fois par les facteurs externes (opposition de l'Église et des nationalistes, répression judiciaire et policière, etc.) et les facteurs internes, en particulier les stratégies des organisations. A ce chapitre, l'auteure insiste énormément sur la différence d'attitude des communistes par rapport aux membres du CCF envers la population francophone du Québec. Les percées significatives des communistes, en particulier dans le milieu syndical et chez les chômeurs, s'expliqueraient,

en partie du moins, par le fait qu'ils ont davantage tenu compte des Canadiens français et ont agi en réitérant constamment leur foi dans le potentiel démocratique des masses populaires majoritairement francophones.

Les fondements socio-économiques de la crise sont analysés dans un premier chapitre (p. 9-39). On y décrit les mouvements de population, l'état du chômage, les inégalités économiques, le développement industriel, la répartition de la main-d'oeuvre et les organisations syndicales. L'auteure décrit plus en détail la stratification économique et sociale de Montréal; les statistiques du chômage et l'attribution des secours directs occupent une place importante. C'est tout l'impact de la crise sur la population ouvrière et les classes moyennes qui y est présenté. Puis sont analysées les mesures économiques mises de l'avant par les partis traditionnels, tant au niveau fédéral, provincial que municipal (Montréal). En plus des allocations aux chômeurs et des travaux publics, l'auteure aborde la colonisation. Cette panacée au chômage avait au moins l'avantage, - c'est ce que croyaient les missionnaires-colonisateurs jusqu'au ministre de la Colonisation - de soustraire les sans-travail à l'influence néfaste du communisme. On voit l'Union Nationale consentir à faire appel à Ottawa pour soulager les chômeurs mais maintenir son opposition à l'assurance-chômage contrôlée par le fédéral, et revendiquée par la gauche.

L'objectif du deuxième chapitre (p. 41-69) est de nous décrire de façon assez détaillée les activités des communistes au Québec, de 1929 à 1935, soit durant la phase «gauchiste» du Parti alors dominé par l'IC. Après un survol rapide des premières activités socialistes à Montréal depuis 1900 et des communistes depuis les années vingt, on nous trace un bon tableau de l'ensemble de l'activité progressiste avant la crise. On y voit défiler le «Labor College», l'Université ouvrière d'Albert St-Martin et le Parti ouvrier dont les communistes furent exclus dès 1925. L'auteure s'attarde sur les vues du Parti communiste concernant la question nationale québécoise: par exemple, ses tentatives et ses difficultés à trouver des organisateurs francophones. On y décrit les objectifs et les pratiques des communistes dans le mouvement syndical à l'époque de la Ligue d'éducation syndicale (1922-1929) et sous le communisme de gauche (1929-1935) de la ligne sectaire «classe contre classe» qui a précédé la période du «front uni». On voit les communistes se dépenser sans répit dans le syndicalisme industriel de la Ligue d'Unité Ouvrière puis du COI. Par contre, le CCF qui mise sur les clubs ouvriers, ne parvient pas à se les affilier et a souvent de la difficulté à garder le contrôle sur les clubs qu'il a fondés en milieu francophone. Loin de la base, il n'aura jamais le même appui dans le mouvement syndical.

Le leadership du PCC dans l'organisation des chômeurs y est bien démontré; d'ailleurs le Parti ne s'en cachait pas jusqu'en 1935. Les difficultés qu'il a rencontrées dans la lutte pour l'assurance-chômage non contributive y sont bien décrites. Les plus grandes percées syndicales sont dans l'industrie de la confection, chez les mineurs du Nord-Ouest (Noranda) et les bûcherons du Témiscamingue. Une grande importance est accordée aux organisations de chômeurs qui pouvaient s'affilier à la centrale syndicale communiste jusqu'en 1935. Deux organisations rivales de droite viendront concurrencer l'Association des sans-travail. Les lecteurs et lectrices seront surpris de constater l'ampleur de la répression à laquelle les chômeurs politisés ont été confrontés.

L'action électorale y est également abordée: les faibles performances électorales étonnent par rapport à l'intensité du travail en milieu populaire.

Le chapitre trois (p. 71-95) aborde les activités du CCF au Québec. Mis à part l'ouvrage de Michael Horn sur la Ligue de reconstruction sociale et les origines intellectuelles de la gauche démocratique de 1930 à 1942, je ne crois pas qu'il existe une étude aussi fouillée, documentée et en langue française sur ces socialistes canadiens de l'entre-deux-guerres. Le rôle des intellectuels de la Ligue de reconstruction sociale y est bien décrit de même que les conceptions politiques des dirigeants du CCF. Andrée Lévesque démontre de façon très précise leur incapacité de comprendre ces exploités francophones peu enclins à adhérer à leur idéal social-démocrate qui leur était prêché dans une langue étrangère. Certains dirigeants, tels H. H. Haydon ou S. Blackshaw, secrétaire du Parti, affichent ouvertement leur mépris pour la classe ouvrière francophone. Haydon préférera l'appui d'une intelligentsia à celui «d'illétrés émotifs». Leur position en faveur d'une plus grande centralisation des pouvoirs au fédéral et le refus de comprendre l'importance qu'attachent les francophones à leurs droits linguistiques les ont empêchés de recruter des Canadiens français.

L'hostilité des évêques québécois (en particulier les condamnations du cardinal Villeneuve et de Mgr Gauthier) alors que des évêques de l'ouest du pays affirmaient que voter CCF était compatible avec l'engagement catholique, ainsi que la propagande des nationalistes fascistes et corporatistes confondant socialisme et communisme, et ce malgré les efforts répétés des dirigeants du CCF à présenter leur programme sous un jour modéré, le faible appui syndical et la concurrence des militants communistes, ont empêché le parti de se trouver des adhérents au Québec, sauf dans les milieux intellectuel et professionnel du monde anglophone.

L'auteure attribue une responsabilité de l'échec du CCF à l'équipe dirigeante au Québec qui a toujours préféré l'appui des milieux cultivés anglophones. La très faible présence de francophones dans l'exécutif provincial et le rôle de Jean Péron, sont largement commentés. On nous trace un tableau assez précis des diverses tendances idéologiques au sein du CCF. La direction s'opposera toujours à la politique de «front uni» du PCC. L'auteure y décrit toutes les manœuvres à la base pour donner vie à ce front unique ou pour en sauver les apparences dans l'électorat. Nous sommes surpris de voir réapparaître le Parti ouvrier que l'on avait cru disparu à la fin des années vingt et devenir le point de jonction où se rencontrent l'aile syndicaliste du CCF et les militants communistes. La guerre civile espagnole polarisera la gauche et la droite et alimentera la campagne anticommuniste orchestrée par le clergé et les politiciens presque sans relâche depuis les années vingt. La question de la défense des libertés et des droits civils, sous Duplessis, amènera un certain rapprochement entre socialistes et communistes.

Le cinquième chapitre (p. 121-145) décrit les forces conservatrices, anti-communistes, corporatistes et les groupes ouvertement fascistes. Leur offensive, qui se prévaut de l'article 98 du code criminel de la loi du Cadenas provincial et des règlements municipaux, est décrite avec beaucoup de nuances. La vogue du «corporatisme» dépasse de beaucoup celle du fascisme proprement dit. Nos «réformateurs sociaux» nationalistes et antimonopolistes ont

élaboré leur propre corporatisme social. On voit leur «solution» corporatiste passer de la chaire universitaire (E. Minville, F.-A. Angers, etc.) ou paroissiale aux syndicats catholiques, s'acheminer vers les programmes politiques. L'auteure s'attarde aux diverses manifestations d'opposition à la montée du fascisme et aux diverses formes de répression. Ce chapitre sur la droite n'apporte pas autant d'inédit que le troisième.

Dans sa conclusion, Andrée Lévesque compare le travail et les résultats des deux formations politiques, qui ont toutes deux conçu leur rôle comme étant d'abord éducationnel. Socialistes et communistes se sont adressés aux francophones sur des tons différents. Si le PCC a cru au potentiel démocratique des masses populaires, le CCF s'en est plus ou moins détourné en visant une autre clientèle.

Même si l'auteure affirme à l'endos de l'ouvrage que «ni le PCC ni le CCF n'ont su prendre en compte le nationalisme canadien-français ou même la question linguistique...» il me semble que l'étude de Madame Lévesque tend d'abord à prouver que les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour rallier les ouvriers québécois et que le PCC a réussi des percées significatives là où le CCF a échoué. Pour expliquer «l'échec de la gauche», l'auteure ne démontre pas de façon suffisante à mon avis, dans le cas du PCC, en quoi il n'a pas tenu compte des droits nationaux du peuple québécois. Elle met davantage en relief les efforts des militants et de certains cadres du Québec sans démontrer ce qui, dans les écrits du PCC ou dans ses pratiques, a fait défaut à la direction centrale. Pourtant très critique à l'endroit des dirigeants du CCF, Andrée Lévesque me semble sous-estimer l'ampleur des divergences de vues entre la direction centrale et les militants canadiens-français du district 2. Parlant du CCF, elle affirme qu'«il a manqué au CCF une Jeanne Corbin et un Stanley Bréhaut Ryerson et la langue de travail est demeurée l'anglais» (p. 149). La situation était-elle si différente dans les instances du Parti communiste canadien? N'y avait-il pas, là aussi, beaucoup de Blackshaw qui ont rendu difficile toute prise en considération de la question nationale québécoise et acadienne? Pour reprendre les termes de Madame Lévesque, «malgré tous les efforts pour accorder au Canada français un rôle décisif, [...] les francophones se considéraient subalternes». Mais avaient-ils raison? Si oui, cette étude ne permet pas d'y voir clair. La direction de ce Parti a-t-elle combattu dans ses propres rangs autant le chauvinisme anglo-saxon que le nationalisme québécois? Quand a-t-elle accepté de reconnaître dans un programme officiel le droit à l'autodétermination du peuple québécois, y compris le droit à la séparation? Il manque à cette étude les prises de position du Parti communiste sur la question nationale. C'est de cet aspect qu'a traité, non sans dogmatisme, Bernard Gauvin dans un mémoire de maîtrise portant sur le PCC et la question canadienne-française de 1921 à 1938 (Université du Québec à Montréal, 1978, 197 p.) et publié sous le titre *Les communistes et la question nationale au Québec* en 1981. Cette analyse minutieuse de la presse communiste aurait pu enrichir l'ouvrage de Madame Lévesque qui demeure le meilleur pour l'histoire de la gauche au Québec pendant la crise.